



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Cession d'une partie de la parcelle cadastrée BB n°337, sise commune de Vendargues - Extension de BIOCASH - Zone d'activités du SALAISON

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée BB337, d'une contenance de 8 332 m², sise commune de Vendargues, 160 avenue des Bigos, pour l'avoir acquise en 2012 auprès de la SNC LOGISTIS. Cette parcelle a été acquise à titre de réserve foncière en prévision du prolongement Est de la ligne 2 de tramway vers Vendargues et Castries.

Dans le cadre de l'extension de l'activité de la société BIOCASH, située 350 avenue des Bigos à Vendargues, la SCI SALEJ, dont elle est le bailleur, avait sollicité Montpellier Méditerranée Métropole en vue de détacher et acquérir une emprise de 4 000 m² sur la parcelle cadastrée BB337 moyennant le prix de 216 000 € HT, soit 54 € par m², conforme à l'avis des Domaines.

La cession demandée n'étant pas de nature à remettre en cause les projets de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur, notamment en matière de transports en commun, le Conseil de Métropole avait délibéré favorablement à la cession le 31 mai 2018.

A la suite d'une modification du projet de ladite société, l'emprise à céder doit être modifiée pour être ramenée à 3 142 m², ramenant par là même le prix de cession à 169 668 € HT, soit 54 € par m².

La SCI SALEJ fait appel à deux sociétés de crédit-bail pour le financement de l'extension de l'activité de la société BIOCASH : la société FINAMUR, identifiée au SIREN sous le numéro 340 446 707 et dont le siège social est situé 12 place des Etats-Unis, à Montrouge (92548), et la société BATIMAP, identifiée au SIREN sous le numéro 470 201 369B et dont le siège social est situé 1 avenue Henri Becquerel, à Mérignac (33700).

Le projet d'extension nécessite la réalisation de nouveaux bâtiments et par conséquent l'obtention d'autorisation d'urbanisme sur l'emprise à céder par Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin d'obtenir la garantie de la faisabilité de ce projet, il est nécessaire en complément que la SCI SALEJ, ou tout tiers habilité par elle, soit autorisé, avant régularisation par acte authentique de la cession, à procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme et de se les voir octroyer. La réitération de la vente sera conditionnée par l'obtention de ces autorisations d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession d'une emprise de 3 142m², à détacher de la parcelle cadastrée BB337 sise commune de Vendargues, aux sociétés de crédit-bail FINAMUR, dont le siège social est à Montrouge et BATIMAP, dont le siège social est à Mérignac pour la réalisation de l'extension de l'activité de la société BIOCASH, moyennant le prix de 169 668 € HT ;
- autoriser la SCI SALEJ ou tout tiers habilité par elle à déposer, avant cession, les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires et de se les voir octroyer ;
- désigner Maître BIANCHI, notaire à Bellegarde en vue de la réitération de l'acte authentique de vente et de ses suites,
- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-89674-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de situation.pdf
- DA 3000 bis.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.